



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 107 de l'ordre du jour

Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : Mme Jana **Simonová** (République tchèque)

I. Introduction

1. À sa 3e séance plénière, le 19 septembre 2001, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-sixième session le point intitulé « Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental » et de le renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a examiné ce point à ses 31, 34e et 36e séances, les 26 et 29 novembre 2000 et le 4 décembre 2001. Le résumé des débats de la Commission sur ce point figure dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.2/56/SR.31, 34 et 38). L'attention est également appelée sur le débat général que la Commission a tenu à ses 3e à 8e séances, du 1er au 3 octobre (voir A/C.2/56/SR.3 à 8).

3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement sur la reprise de sa troisième session¹;

b) Lettre datée du 24 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le communiqué et le Plan d'action de Gênes pour l'Afrique, adoptés au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Huit, tenu à Gênes (Italie) du 20 au 22 juillet 2001 (A/56/222-S/2001/736);

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 28* (A/56/28).



c) Lettre datée du 19 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/56/306);

d) Lettre datée du 21 novembre 2001, adressée au Secrétaire général par l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 à leur vingt-cinquième Réunion annuelle, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 16 novembre 2001 (A/56/647);

e) Lettre datée du 22 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.2/56/3);

f) Lettre datée du 14 novembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.2/56/6);

g) Lettre datée du 19 novembre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Doha du 9 au 13 novembre 2001.

4. À la 31e séance, le 26 novembre, le Rapporteur du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/56/SR.31).

II. Examen des propositions

Projet de résolution A/C.2/56/L.31

5. À sa 34e séance, le 29 novembre, le représentant de la République islamique d'Iran, au nom des États Membres de l'Organisation qui sont membres du Groupe des 77 et au nom de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Conférence internationale sur le financement du développement » (A/C.2/56/L.31) ainsi conçu :

« L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/205 du 20 décembre 1991, 48/187 du 21 décembre 1993, 50/93 du 20 décembre 1995, 52/179 du 18 décembre 1997, 53/173 du 15 décembre 1998, 54/196 du 22 décembre 1999 et 55/213 du 20 décembre 2000 sur la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental,

Rappelant également sa résolution 55/245 A du 21 mars 2001 sur la tenue d'une Conférence internationale sur le financement du développement, dans laquelle elle a accepté avec gratitude l'offre généreuse faite par le Mexique d'accueillir la Conférence, qui devrait se tenir à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002,

1. *Prend note* des travaux du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement à ses première, deuxième et troisième sessions de fond;

2. *Souligne* qu'il est important de poursuivre l'examen de la question du financement du développement;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-septième session de l'issue de la Conférence internationale sur le financement du développement et de proposer dans son rapport des modalités propres à resserrer la coopération entre les parties prenantes;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session la question intitulée "Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement" ».

6. À la 36e séance, le 4 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Felix Mbayu (Cameroun), a présenté un projet de résolution intitulé « Conférence internationale sur le financement du développement » (A/C.2/56/L.45), soumis à l'issue des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/56/L.31.

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/56/L.45 (voir par. 14).

8. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant du Japon a fait une déclaration (voir A/C.2/56/SR.36).

9. En raison de l'adoption du projet de résolution A/C.2/56/L.45, le projet de résolution A/C.2/56/L.31 a été retiré par ses auteurs.

B. Structure de la Conférence internationale sur le financement du développement

10. À la 36e séance, le 4 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Felix Mbayu (Cameroun), a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de décision intitulé « Structure de la Conférence internationale sur le financement du développement », dont l'adoption a été recommandée à l'Assemblée générale par le Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement, à la reprise de sa troisième session².

11. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision (voir par. 15, projet de décision I).

C. Règlement intérieur provisoire de la Conférence internationale sur le financement du développement

12. À la 36e séance, le 4 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Felix Mbayu (Cameroun), a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de décision intitulé « Règlement intérieur provisoire

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 28* (A/56/28), chap. VII, sect. A, projet de décision I.

de la Conférence internationale sur le financement du développement », dont le Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement, à la reprise de sa troisième session, avait recommandé l'adoption par l'Assemblée générale³.

13. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision (voir par. 15, projet de décision II).

III. Recommandations de la Deuxième Commission

14. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Conférence internationale sur le financement du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/205 du 20 décembre 1991, 48/187 du 21 décembre 1993, 50/93 du 20 décembre 1995, 52/179 du 18 décembre 1997, 53/173 du 15 décembre 1998, 54/196 du 22 décembre 1999 et 55/213 du 20 décembre 2000 sur la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental,

Rappelant également sa résolution 55/245 A du 21 mars 2001 sur la tenue d'une Conférence internationale sur le financement du développement, dans laquelle elle a accepté avec gratitude l'offre généreuse faite par le Mexique d'accueillir la Conférence, qui devrait se tenir à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002,

1. *Prend note* des travaux du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement à ses première, deuxième et troisième sessions de fond⁴;

2. *Souligne* qu'il est important de poursuivre l'examen de la question du financement du développement quant au fond;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-septième session de l'issue de la Conférence internationale sur le financement du développement;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session la question intitulée « Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental ».

* * *

15. La Deuxième Commission recommande aussi à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision suivants :

³ Ibid., projet de décision II.

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 28 (A/55/28)*, deuxième partie; *ibid.*, *Supplément No 28 A (A/55/28/Add.1)*; *ibid.*, *Supplément No 28 B* et rectificatif (A/55/28/Add.2 et Corr.1); et *ibid.*, *cinquante-sixième session, Supplément No 28 (A/56/28)*.

Projet de décision I

Structure de la Conférence internationale sur le financement du développement

L'Assemblée générale décide que la structure de la Conférence internationale sur le financement du développement figure dans l'annexe à la présente décision.

Annexe

Structure de la Conférence internationale sur le financement du développement

1. La Conférence comportera trois parties : une réunion officielle de haut niveau, un débat au niveau ministériel et un débat au sommet. La Conférence tiendra sept séances plénières et 12 tables rondes seront organisées. Cinq séances plénières seront consacrées au débat au sommet, une séance plénière au débat au niveau ministériel et une séance plénière à la réunion de haut niveau. La structure de chaque débat sera la suivante :

a) La réunion officielle de haut niveau fera l'objet d'une séance plénière le matin du lundi 18 mars 2002. Les vice-ministres des finances, du commerce et des affaires étrangères du pays hôte coprésideront la réunion officielle de haut niveau. Les participants éliront les membres du Bureau de la Conférence, examineront le rapport des coprésidents de son comité préparatoire, adopteront le projet de « Consensus de Monterrey », qui sera examiné au niveau ministériel, seront saisis des rapports sur d'autres aspects des travaux et entendront les exposés des commissions régionales et des banques régionales de développement;

b) Le débat au niveau ministériel aura lieu dans l'après-midi du lundi 18 mars ainsi que les mardi 19 mars et mercredi 20 mars 2002. Les ministres des finances, du commerce et des affaires étrangères du pays hôte présideront la réunion au niveau ministériel. À la réunion plénière du lundi après-midi, les participants adopteront le projet de « Consensus de Monterrey » dont la réunion au sommet sera saisie; entendront les exposés des organismes intergouvernementaux, économiques, financiers, monétaires et commerciaux, les exposés des organismes des Nations Unies; et seront saisis des rapports des forums des milieux d'affaires, ainsi que des forums de la société civile (pour plus amples détails à ce sujet, voir plus loin les paragraphes 22 et 23). Le mardi et le mercredi, huit tables rondes réunissant diverses parties prenantes auront lieu, deux tables rondes étant tenues simultanément à chaque séance;

c) La réunion au sommet se tiendra les 21 et 22 mars 2002. Le jeudi, la séance plénière du matin devrait être présidée par le chef d'État du pays hôte. Le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général et les Directeurs de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce seront invités à faire des déclarations liminaires. Les chefs de délégation feront une déclaration à la séance du jeudi matin ainsi qu'à la séance plénière du jeudi après-midi, du jeudi soir, du vendredi matin et du vendredi après-midi. L'ordre des interventions sera déterminé par tirage au sort, conformément à la pratique habituelle selon laquelle les chefs d'État ou de gouvernement prennent d'abord la parole, puis les ministres et ensuite les chefs de délégation. Le vendredi, à la séance du matin et à celle de l'après-midi, se tiendront simultanément deux

tables rondes réunissant de nombreuses parties prenantes. Ces tables rondes se tiendront en même temps que la séance plénière;

d) Le vendredi 22 mars, à la séance de l'après-midi, à l'issue des déclarations des chefs de délégation et des travaux des tables rondes, le(s) document(s) final(s) sera (seront) adopté(s), et la Conférence achèvera ses travaux après avoir entendu le chef d'État du pays hôte et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le thème de la table ronde tenue le 22 mars 2002 sera le suivant : « La Conférence internationale pour le financement du développement et l'avenir ». Les thèmes des tables rondes organisées au niveau ministériel feront l'objet de consultations ultérieures et seront arrêtés par le Comité à sa quatrième session, en janvier 2002.

3. Chaque table ronde comprendra 70 participants au maximum (48 participants pour les délégations des gouvernements et les délégations mentionnées plus loin, au paragraphe 5, 8 pour les représentants des organismes des Nations Unies et des principales parties prenantes, 7 pour les entités de la société civile accréditées et 7 pour les entités des milieux d'affaires accréditées.

4. Chaque groupe régional déterminera lequel de ses membres participera à telle ou telle table ronde, en veillant à ce que le principe de la répartition géographique équitable soit respecté, et à ce que le principe de préséance soit appliqué dans la composition des tables rondes au sommet. Chaque délégation de gouvernement participera à une table ronde chacun des trois jours de réunion de tables rondes. Pour chacune de celles-ci, le nombre maximum de participants venant d'un groupe régional est fixé à :

- a) États d'Afrique : 14 États Membres;
- b) États d'Asie : 14 États Membres;
- c) États d'Europe orientale : six États Membres;
- d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : neuf États Membres;
- e) États d'Europe orientale et autres États : huit États Membres.

5. Les États Membres qui ne sont pas membres d'un groupe régional peuvent participer aux tables rondes. Le Saint-Siège et la Suisse, en leur qualité d'États observateurs, et la Palestine, en sa qualité d'observateur, peuvent aussi participer aux tables rondes.

6. Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des principales institutions participantes et autres institutions compétentes sont invités, en consultation avec les coprésidents du Bureau, à désigner leurs représentants aux tables rondes au niveau élevé approprié d'ici au 20 février 2002, en faisant preuve d'une certaine souplesse.

7. Les organisateurs du/des forum(s) de la société civile sont invités, en consultation avec les coprésidents du Bureau et avec le secrétariat de coordination pour le financement du développement, à choisir parmi les participants de la société civile accrédités et à communiquer, d'ici au 20 février 2002, le nom des personnes qui les représenteront aux tables rondes, au niveau élevé approprié, en faisant preuve d'une certaine souplesse.

8. Les organisateurs du/des forum(s) des entreprises sont invités, en consultation avec les coprésidents du Bureau et avec le secrétariat de coordination pour le financement du développement, à choisir parmi les participants du secteur des affaires accrédités et à communiquer, d'ici au 20 février 2002, le nom des personnes qui les représenteront aux tables rondes, au niveau élevé approprié, en faisant preuve d'une certaine souplesse.

9. Les quatre tables rondes au sommet seront placées sous la présidence de deux coprésidents chacune, avec cinq coprésidents représentant chacun des groupes régionaux; les chefs de secrétariat des trois principales institutions participantes, la Banque mondiale, le FMI et l'Organisation mondiale du commerce, seront invités à assumer les fonctions de coprésidents. Les huit tables rondes ministérielles seront coprésidées par 10 ministres, représentant à égalité chacun des groupes régionaux; les six chefs de secrétariat des autres institutions compétentes – la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement – seront invités à assumer les fonctions de coprésidents.

10. Chacun des participants à une table ronde pourra se faire accompagner de deux conseillers.

11. Les délégués et observateurs accrédités pourront suivre les débats des tables rondes sur télévision en circuit fermé dans la salle auxiliaire.

12. Les résumés des délibérations des tables rondes seront présentés par écrit par les présidents des tables rondes à la fin de la Conférence.

Projet de décision II

Règlement intérieur provisoire de la Conférence internationale sur le financement du développement

L'Assemblée générale recommande à la Conférence internationale sur le financement du développement d'adopter le règlement intérieur provisoire figurant dans l'annexe à la présente décision.

Annexe

Projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence internationale sur le financement du développement

I. Représentation et pouvoirs

Article premier

Composition des délégations

La délégation de chaque État participant à la Conférence et celle de la Communauté européenne est composée d'un chef de délégation et des autres représentants, suppléants et conseillers nécessaires.

Article 2
Suppléants et conseillers

Le chef de délégation peut désigner un représentant suppléant ou un conseiller pour agir en qualité de représentant.

Article 3
Communication des pouvoirs

Les pouvoirs des représentants et les noms des représentants suppléants et des conseillers sont communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, si possible une semaine au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la Conférence. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du Ministre des affaires étrangères, soit, dans le cas de la Communauté européenne, du Président de la Commission européenne.

Article 4
Commission de vérification des pouvoirs

Une commission de vérification des pouvoirs comprenant neuf membres est nommée au début de la Conférence. Sa composition est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-sixième session. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Conférence.

Article 5
Participation provisoire à la Conférence

En attendant que la Conférence statue sur leurs pouvoirs, les représentants ont le droit de participer provisoirement à la Conférence.

II. Membres du Bureau

Article 6
Élections

La Conférence élit parmi les représentants des États participants les membres du Bureau ci-après : un président, 23 vice-présidents, un vice-président de droit ressortissant du pays hôte, un rapporteur général et le président de la grande commission créée en application de l'article 46. Ces membres sont élus de manière à assurer la représentativité du Bureau. La Conférence peut également élire les autres membres du Bureau qu'elle jugera nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Article 7
Pouvoirs généraux du Président

1. En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président préside les séances plénières de la Conférence, prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance, dirige les débats, veille au respect des présentes règles, accorde le droit de parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président statue sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, a pleine autorité pour régler les débats et y assurer le maintien de l'ordre. Le Président peut proposer à la Conférence la clôture de la liste des orateurs, la limitation du temps de parole et la limitation du nombre

d'interventions que chaque représentant peut faire sur une question, l'ajournement ou la clôture du débat et la suspension ou l'ajournement d'une séance.

2. Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de la Conférence.

Article 8

Président par intérim

1. Si le Président s'absente pendant une séance ou une partie de séance, il désigne l'un des vice-présidents pour le remplacer.

2. Un vice-président agissant en qualité de président a les mêmes pouvoirs et devoirs que le Président.

Article 9

Remplacement du Président

Si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, un nouveau Président est élu.

Article 10

Droit de vote du Président

Le Président, ou un vice-président agissant en qualité de président, ne vote pas à la Conférence, mais peut désigner un autre membre de sa délégation pour voter à sa place.

III. Bureau

Article 11

Composition

Le Bureau est constitué par le Président, les vice-présidents, le Rapporteur général de la Conférence et le président de la grande commission. Le Président de la Conférence, ou en son absence, l'un des vice-présidents désigné par lui, exerce les fonctions de président du Bureau. Le Président de la Commission de vérification des pouvoirs et des autres commissions créées par la Conférence en application de l'article 48 peut participer, sans droit de vote, aux travaux du Bureau.

Article 12

Membres remplaçants

Si le Président ou un vice-président de la Conférence doit s'absenter pendant une séance du Bureau, il peut désigner un membre de sa délégation pour siéger et voter. En cas d'absence, le Président de la grande commission désigne le vice-président de ladite commission comme son remplaçant. Lorsqu'il siège au Bureau, le vice-président de la grande commission n'a pas le droit de vote s'il appartient à la même délégation qu'un autre membre du Bureau.

Article 13

Fonctions

Le Bureau assiste le Président dans la conduite générale des débats de la Conférence et, sous réserve des décisions de la Conférence, assure la coordination de ses travaux.

IV. Secrétariat de la Conférence

Article 14

Fonctions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou son représentant désigné agit en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut désigner un membre du secrétariat pour le remplacer à ces réunions.
3. Le Secrétaire général ou son représentant désigné dirige le personnel nécessaire à la Conférence.

Article 15

Fonctions du secrétariat

Conformément au présent règlement, le secrétariat de la Conférence :

- a) Assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances;
- b) Reçoit, traduit, reproduit et distribue les documents de la Conférence;
- c) Publie et distribue les documents officiels;
- d) Établit et distribue les comptes rendus des séances publiques;
- e) Établit des enregistrements sonores des séances, prend des dispositions en vue de leur conservation;
- f) Prend des dispositions concernant la garde et la conservation des documents de la Conférence dans les archives de l'Organisation des Nations Unies;
- g) D'une manière générale, exécute toutes les autres tâches que la Conférence peut lui confier.

Article 16

Déclarations du secrétariat

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou tout membre du secrétariat désigné à cet effet, peut, à tout moment, faire des déclarations orales ou écrites sur toute question à l'examen.

V. Ouverture de la Conférence

Article 17

Président temporaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou, en son absence, tout membre du secrétariat désigné par lui à cet effet, prononce l'ouverture de la

première séance de la Conférence et préside jusqu'à ce que la Conférence ait élu son président.

Article 18

Décisions concernant l'organisation

À sa première séance, la Conférence :

- a) Adopte son règlement intérieur;
- b) Élit les membres du Bureau et constitue ses organes subsidiaires;
- c) Adopte son ordre du jour, dont le projet tient lieu, jusqu'à son adoption, d'ordre du jour provisoire de la Conférence;
- d) Décide de l'organisation de ses travaux.

VI. Conduite des débats

Article 19

Quorum

Le Président peut déclarer une séance ouverte et permettre la poursuite du débat lorsque les représentants d'un tiers au moins des États participant à la Conférence sont présents. La présence des représentants de la majorité des États participant à la Conférence est requise pour la prise de toute décision.

Article 20

Discours

1. Aucun représentant ne peut prendre la parole à la Conférence sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Président. Sous réserve des dispositions des articles 21, 22 et 25 à 27, le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Il appartient au secrétariat d'établir une liste des orateurs.
2. Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Conférence, et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.
3. La Conférence peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions que chaque participant à la Conférence peut faire sur une question. L'autorisation de prendre la parole au sujet d'une motion tendant à fixer de telles limites n'est accordée qu'à deux représentants favorables à l'imposition de ces limites et à deux représentants qui y sont opposés, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Quoi qu'il en soit, pour les questions de procédure, avec l'assentiment de la Conférence, le Président limite chaque intervention à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un orateur dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

Article 21

Motions d'ordre

Au cours de l'examen d'une question, un représentant peut à tout moment présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président statue immédiatement conformément au présent règlement. Tout représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée

par la majorité des représentants présents et votants, la décision du Président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

Article 22

Tour de priorité

Un tour de priorité peut être accordé au président ou au rapporteur de la grande commission ou au représentant d'une sous-commission ou d'un groupe de travail pour expliquer les conclusions de l'organe concerné.

Article 23

Clôture de la liste des orateurs

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Conférence, déclarer la liste close.

Article 24

Droit de réponse

1. Nonobstant les dispositions de l'article 23, le Président accorde le droit de réponse à un représentant de tout État participant à la Conférence ou de la Communauté européenne qui le demande. Tout autre représentant peut se voir accorder la possibilité de répondre.

2. Les déclarations tombant sous le coup du présent article sont faites normalement à la fin de la dernière séance de la journée ou à la fin de l'examen du point pertinent s'il survient plus tôt.

3. Les représentants d'un État ou de la Communauté européenne ne peuvent faire plus de deux déclarations en vertu de la présente disposition à une séance donnée, sur quelque point que ce soit. La première est limitée à cinq minutes et la seconde à trois; de toute manière, les représentants s'efforcent d'être aussi brefs que possible.

Article 25

Ajournement du débat

Un représentant d'un État participant à la Conférence peut à tout moment demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. L'autorisation de prendre la parole au sujet de cette motion n'est accordée, outre son auteur, qu'à deux représentants favorables à l'ajournement et à deux représentants qui y sont opposés, après quoi, sous réserve des dispositions de l'article 28, la motion est immédiatement mise aux voix.

Article 26

Clôture du débat

Un représentant d'un État participant à la Conférence peut à tout moment demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de cette motion n'est accordée qu'à deux représentants opposés à la clôture, après quoi, sous réserve des dispositions de l'article 28, la motion est immédiatement mise aux voix.

Article 27**Suspension ou ajournement de la séance**

Sous réserve des dispositions de l'article 38, un représentant d'un État participant à la Conférence peut à tout moment demander la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions en ce sens ne sont pas discutées mais, sous réserve des dispositions de l'article 28, sont immédiatement mises aux voix.

Article 28**Ordre des motions**

Les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les propositions ou autres motions présentées :

- a) Suspension de la séance;
- b) Ajournement de la séance;
- c) Ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) Clôture du débat sur la question en discussion.

Article 29**Présentation des propositions et des amendements de fond**

Les propositions et les amendements de fond sont normalement présentés par écrit au Secrétaire général, ou à son représentant désigné, qui en assure la distribution à toutes les délégations. À moins que la Conférence n'en décide autrement, les propositions de fond ne sont discutées ou mises aux voix que 24 heures au moins après que le texte en a été distribué dans toutes les langues de la Conférence à toutes les délégations. Cependant, le Président peut autoriser la discussion et l'examen des amendements même si lesdits amendements n'ont pas été distribués ou s'ils l'ont été seulement le jour même.

Article 30**Retrait d'une proposition ou d'une motion**

Une proposition ou une motion sur laquelle il n'a pas encore été statué peut à tout moment être retirée par son auteur, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une proposition ou une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par tout représentant.

Article 31**Décisions sur la compétence**

Sous réserve de l'article 28, toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de la Conférence pour adopter une proposition dont elle est saisie est mise aux voix avant que la proposition en question ne fasse l'objet d'une décision.

Article 32**Nouvel examen des propositions**

Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire de la Conférence prise à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants. L'autorisation de prendre la parole au sujet

d'une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés au nouvel examen, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

VII. Prise de décisions

Article 33

Consensus général

Dans toute la mesure possible, la Conférence mène ses travaux sur la base d'un consensus général.

Article 34

Droit de vote

Chaque État représenté à la Conférence dispose d'une voix.

Article 35

Majorité requise

1. Sous réserve de l'article 33, les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants.
2. Sauf disposition contraire dans le présent règlement intérieur, les décisions de la Conférence sur toutes les questions de procédure sont prises à la majorité simple des représentants présents et votants.
3. Lorsqu'il s'agit de savoir si une question est une question de procédure ou une question de fond, il appartient au Président de la Conférence de statuer. Un appel contre cette décision est mis aux voix immédiatement, et la décision du Président est maintenue sauf si la majorité des représentants présents et votants se prononce contre elle.
4. En cas de partage égal des voix, la proposition ou la motion est considérée comme rejetée.

Article 36

Sens de l'expression « représentants présents et votants »

Aux fins du présent règlement, l'expression « représentants présents et votants » s'entend des représentants votant pour ou contre. Les représentants qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.

Article 37

Mode de votation

1. Sauf dans les cas prévus à l'article 44, la Conférence vote normalement à main levée; toutefois, si un représentant demande le vote par appel nominal, l'appel est fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des États participant à la Conférence, en commençant par la délégation dont le nom est tiré au sort par le Président. Dans tous les votes par appel nominal, on appelle chaque État, et son représentant répond « oui », « non » ou « abstention ».
2. Lorsque la Conférence vote à l'aide de moyens mécaniques, un vote non enregistré remplace un vote à main levée et un vote enregistré remplace un vote par appel nominal. Un représentant peut demander un vote enregistré, auquel il est

procédé sans appel nominal des États participant à la Conférence, sauf si un représentant formule une requête contraire.

3. Le vote de chaque État participant, qu'il s'agisse d'un vote par appel nominal ou d'un vote enregistré, figure dans tout compte rendu ou rapport de la réunion.

Article 38

Règles à observer pendant le vote

Lorsque le Président a annoncé que le vote commence, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote.

Article 39

Explications de vote

Les représentants peuvent prendre brièvement la parole à seule fin d'expliquer leur vote, soit avant que le vote ne commence, soit après qu'il est achevé. Le Président peut limiter la durée de ces explications. Le représentant d'un État qui est l'auteur d'une proposition ou d'une motion ne peut pas expliquer son vote sur cette proposition ou cette motion, sauf si elle a été modifiée.

Article 40

Division des propositions

Tout représentant peut demander qu'il soit statué séparément sur des parties d'une proposition. Si un représentant y fait objection, la motion de division est mise aux voix. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion n'est accordée qu'à deux représentants favorables à la division et à deux représentants qui y sont opposés. Si la motion est acceptée, les parties de la proposition qui sont adoptées sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif de la proposition sont rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

Article 41

Amendements

Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition ou une suppression intéressant cette autre proposition, ou une modification portant sur une partie de ladite proposition. Sauf indication contraire dans le présent règlement, le terme « proposition » s'entend également des amendements.

Article 42

Ordre de vote sur les amendements

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier

n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, il est ensuite procédé au vote sur la proposition modifiée.

Article 43

Ordre de vote sur les propositions

1. Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions autres que des amendements, la Conférence, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. Après chaque vote, la Conférence peut décider si elle votera ou non sur la proposition suivante.
2. Les propositions révisées sont examinées dans l'ordre où les propositions initiales ont été présentées, à moins que le texte révisé ne s'écarte considérablement de la proposition initiale. Dans ce cas, la proposition initiale est considérée comme retirée et la proposition révisée est traitée comme une proposition nouvelle.
3. Toute motion tendant à ce que la Conférence ne se prononce pas sur une proposition est mise aux voix avant qu'une décision ne soit prise sur la proposition en question.

Article 44

Élections

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret à moins que, faute d'objections, la Conférence ne décide de ne pas procéder à un scrutin lorsqu'il y a consensus sur un candidat ou une liste.

Article 45

1. Lorsqu'un ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats, dont le nombre ne doit pas excéder celui des postes à pourvoir, qui obtiennent au premier tour la majorité des suffrages exprimés et le plus grand nombre de voix, sont élus.
2. Si le nombre des candidats qui ont obtenu cette majorité est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote se limitant aux candidats – dont le nombre ne doit pas être supérieur au double du nombre de postes restant à pourvoir – qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au tour précédent.

VIII. Organes subsidiaires

Article 46

Grande commission

La Conférence peut, si besoin est, créer une grande commission qui, à son tour, peut constituer des sous-commissions ou des groupes de travail.

Article 47

Représentation à la grande commission

Chaque État participant à la Conférence ou la Communauté européenne peut se faire représenter par un représentant à la grande commission créée par la Conférence. Il ou elle peut affecter à cette commission les représentants suppléants et les conseillers qui peuvent être nécessaires.

Article 48**Autres commissions et groupes de travail**

1. En sus de la grande commission susmentionnée, la Conférence peut créer les commissions et les groupes de travail qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions.
2. Chaque commission peut créer des sous-commissions et des groupes de travail.

Article 49

1. Les membres des commissions et des groupes de travail de la Conférence, mentionnés au paragraphe 1 de l'article 48, sont nommés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Conférence, à moins que celle-ci n'en décide autrement.
2. Les membres des sous-commissions et des groupes de travail des commissions sont nommés par le Président de la commission en question, sous réserve de l'approbation de ladite commission, à moins que celle-ci n'en décide autrement.

Article 50**Membres des bureaux**

Sauf disposition contraire à l'article 6, chaque commission, sous-commission et groupe de travail élit les membres de son propre bureau.

Article 51**Quorum**

1. Le Président de la grande commission peut déclarer une séance ouverte et permettre la poursuite du débat lorsqu'un quart au moins des représentants des États participant à la Conférence sont présents. La présence des représentants d'une majorité desdits États est requise pour toute prise de décisions.
2. Au Bureau, à la Commission de vérification des pouvoirs ou dans toute commission, sous-commission ou groupe de travail, le quorum est constitué par la majorité des représentants y siégeant, à condition qu'ils soient représentants d'États participants.

Article 52**Membres des bureaux, conduite des débats et vote**

Les dispositions des articles contenues dans les sections II, VI (à l'exception de l'article 19) et VII ci-dessus s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux débats des commissions, sous-commissions et groupes de travail, si ce n'est que :

- a) Les présidents du Bureau et de la Commission de vérification des pouvoirs et les présidents des commissions, sous-commissions et groupes de travail peuvent exercer le droit de vote, à condition qu'ils soient représentants d'États participants;
- b) Les décisions des commissions, des sous-commissions et des groupes de travail sont prises à la majorité des représentants présents et votants, si ce n'est qu'en cas de nouvel examen d'une proposition ou d'un amendement la majorité requise est celle que prescrit l'article 32.

IX. Langues et comptes rendus

Article 53

Langues de la Conférence

L'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de la Conférence.

Article 54

Interprétation

1. Les discours prononcés dans une langue de la Conférence sont interprétés dans les autres langues de celle-ci.
2. Un représentant peut prendre la parole dans une langue autre qu'une langue de la Conférence, s'il assure l'interprétation dans une des langues de celle-ci.

Article 55

Langues à utiliser pour les documents officiels

Les documents officiels de la Conférence sont publiés dans les langues de celle-ci.

Article 56

Enregistrements sonores des séances

Des enregistrements sonores des séances de la Conférence et de la grande commission sont établis et conservés conformément à la pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies. Des enregistrements sonores ne sont pas établis pour les séances des groupes de travail, à moins que la Conférence ou la grande commission n'en ait décidé autrement.

X. Séances publiques et séances privées

Article 57

Principes généraux

Les séances plénières de la Conférence et les séances des commissions sont publiques, à moins que l'organe intéressé n'en décide autrement. Toutes les décisions prises en séance privée par la Plénière de la Conférence sont annoncées à l'une des premières séances publiques suivantes de la Plénière.

Article 58

En règle générale, les séances du Bureau, des sous-commissions ou des groupes de travail sont privées.

Article 59

Communiqués concernant les séances privées

À l'issue d'une séance privée, le président de l'organe intéressé peut publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire général ou de son représentant désigné.

XI. Autres participants et observateurs

Article 60

Représentants d'entités, d'organisations intergouvernementales et autres entités qui ont été invitées à titre permanent par l'Assemblée générale à participer, en qualité d'observateurs, aux sessions et travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices

Les représentants désignés par les entités, organisations intergouvernementales et autres entités qui ont été invitées à titre permanent par l'Assemblée générale à participer aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices ont le droit de participer en qualité d'observateurs, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence, de la grande commission et, le cas échéant, des autres commissions ou des groupes de travail.

Article 61

Représentants des institutions spécialisées^a

Les représentants désignés par les institutions spécialisées peuvent participer, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence, de la grande commission et, le cas échéant, des autres commissions ou des groupes de travail pour ce qui est des questions relevant du domaine d'activité desdites institutions.

Article 62

Représentants d'autres organisations intergouvernementales

Sauf stipulation contraire concernant la Communauté européenne dans le présent règlement intérieur, les représentants désignés par d'autres organisations intergouvernementales invitées à la Conférence peuvent participer en qualité d'observateurs, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence, de la grande commission et, le cas échéant, des autres commissions ou des groupes de travail pour ce qui est des questions relevant du domaine d'activité desdites organisations.

Article 63

Représentants des organes de l'Organisation des Nations Unies intéressés

Les représentants désignés par les organes de l'Organisation des Nations Unies intéressés peuvent participer en qualité d'observateurs, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence, de la grande commission et, le cas échéant, des autres commissions ou des groupes de travail pour ce qui est des questions relevant du domaine d'activité desdits organes.

Article 64

Représentants d'organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales accréditées auprès de la Conférence peuvent désigner des représentants qui assisteront en qualité d'observateurs aux réunions publiques de la Conférence et de la grande commission.

^a Aux fins du présent règlement, l'expression « institutions spécialisées » désigne également l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation mondiale du commerce, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Article 65
Représentants d'entités des milieux d'affaires

Les entités des milieux d'affaires accréditées auprès de la Conférence peuvent désigner des représentants qui assisteront en qualité d'observateurs aux réunions publiques de la Conférence et de la grande commission.

Article 66
Membres associés des commissions régionales

Les représentants désignés par les membres associés^b des commissions régionales peuvent participer en qualité d'observateurs, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence, de la grande commission et, le cas échéant, des autres commissions ou des groupes de travail.

Article 67
Exposés écrits

Les exposés écrits présentés par les représentants désignés visés aux articles 60 à 65 sont distribués par le secrétariat à toutes les délégations dans les quantités et dans les langues dans lesquelles ils ont été communiqués, étant entendu que tout exposé présenté au nom d'une organisation non gouvernementale ou d'une entité des milieux d'affaires doit avoir trait à une question qui est de sa compétence particulière et se rapporter aux travaux de la Conférence.

XII. Suspension et amendement du règlement intérieur**Article 68**
Modalités de suspension

La Conférence peut suspendre l'application de tout article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée 24 heures à l'avance. Cette condition peut être écartée si aucun représentant ne s'y oppose. Une telle suspension ne doit avoir lieu que dans un but exprès et déclaré et doit être limitée à la durée nécessaire pour atteindre ce but.

Article 69
Modalités d'amendement

Le présent règlement intérieur peut être amendé par décision de la Conférence, prise à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants, après rapport du Bureau sur l'amendement proposé.

^b Anguilla, Antilles néerlandaises, Aruba, Commonwealth des Îles Mariannes septentrionales, Guam, Îles Cook, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Porto Rico et Samoa américaines.